

Chute généralisée

Quatre pays font face aux graves effets perturbateurs du ralentissement économique mondial

(Valeur des exportations de marchandises, variation en pourcentage annualisée sur trois mois)



L'EFFONDREMENT du commerce mondial est un indicateur clé de la profondeur de la crise économique actuelle. Derrière la baisse escomptée du volume global des échanges internationaux en 2008 et la chute encore plus brutale prévue en 2009, se cache la terrible réalité des différents pays confrontés à l'effritement de leurs marchés d'exportation, l'évaporation du crédit commercial et l'inconstance des flux migratoires. L'Ukraine, productrice d'acier et Singapour, fabricant d'électronique grand public, font face à la contraction de la demande et des prix. Parallèlement, le Burkina Faso, qui a pourtant restructuré sa filière coton, voit ses débouchés s'évanouir, et l'Irlande, pépinière de haute technologie, a du mal à maintenir en activité ses travailleurs immigrés.

Sources : Haver Analytics; estimations des services du FMI.

Un secteur laminé

Les recettes de la sidérurgie ukrainienne s'effondrent avec l'économie mondiale

David Hofman

LES PRIX de l'acier sur le marché international étant très sensibles au ralentissement de l'activité mondiale, les recettes des principaux pays exportateurs comme l'Ukraine sont étroitement liées aux tendances économiques globales. Dans une conjoncture de plus en plus défavorable, l'effondrement du secteur automobile et de la construction et, partant, des prix de l'acier, a eu des effets désastreux pour l'Ukraine, situation aggravée par l'absence de mesures correctives.

L'économie de l'Ukraine, huitième producteur mondial d'acier, dépend fortement de son secteur sidérurgique. Celui-ci représente environ 12 % du revenu national et plus d'un tiers des exportations totales de marchandises. De surcroît, il alimente toute une kyrielle d'autres activités industrielles. Ainsi, la croissance du PIB ukrainien reflète généralement l'évolution des cours mondiaux de l'acier (voir graphique).

Ce lien étroit avec le cours des métaux a redynamisé l'activité. La flambée des prix de l'acier sur la période 2000-08 — jusqu'à des niveaux largement supérieurs à leur tendance baissière sur le long terme — a contribué aux bons résultats obtenus en matière d'exportation et à l'essor impressionnant du PIB, qui s'est accru au rythme de 7½ % en moyenne par an à prix constants entre 2001 et 2007. Parallèlement aux recettes d'exportation, d'abondantes entrées de capitaux ont alimenté l'expansion du crédit intérieur, tandis que la Bourse et le marché immobilier s'envolaient. Mais sous l'effet des importations, le déficit du solde courant s'est vite aggravé, et l'inflation est entrée dans une spirale incontrôlable. Dans le même temps, les politiques publiques, notamment le régime de change fixe, se sont révélées impuissantes à enrayer l'accumulation de ces déséquilibres.

Une forte correction

Même si les prix de l'acier ne pouvaient à l'évidence se maintenir aux niveaux élevés de 2007 et de 2008, rares sont ceux qui auraient pu prévoir leur brusque dégringolade à la fin de 2008. Sur fond de crise économique mondiale, la flambée des cours des produits de base que l'on observait depuis quelques années a été brutalement interrompue, tandis que la chute des ventes automobiles mondiales et le net ralentissement de la construction ont été particulièrement pénalisants pour la demande d'acier.

Début novembre 2008, les prix de l'acier avaient perdu plus de 80 % par rapport à leurs niveaux quasiment inégalés du mois d'août, se rapprochant ainsi de leurs tendances de longue pé-



Une aciérie à Donetsk, en Ukraine.

riode. Malgré la rapidité exceptionnelle de l'ajustement, ce n'était cependant pas la première fois que les prix de l'acier subissaient une forte correction. Depuis le début des années 70, ils chutent à chaque récession mondiale, ce qui les ramène alors à leur niveau tendanciel de longue période, voire en dessous.

La chute des prix de l'acier a eu de graves conséquences pour l'Ukraine. En raison d'une baisse de 50 % de la production d'acier, la production industrielle a diminué d'environ 25 % entre septembre et décembre 2008, et les exportations se sont effondrées. Tous les grands indicateurs économiques ont viré au

rouge. D'après les premières statistiques du PIB, la production réelle se serait contractée d'environ 9 % au quatrième trimestre, en données corrigées des variations saisonnières. De plus, les financements extérieurs se sont faits rares étant donné le peu d'appétit pour le risque des investisseurs internationaux, et cela ne fait qu'aggraver la situation : l'écart de rendement sur les emprunts ukrainiens a fait un bond et le marché local des actions a perdu environ 75 % sur l'année.

Un régime de change intenable

Avec l'effondrement des prix de l'acier et l'impossibilité d'accéder aux marchés financiers internationaux, le

régime de change rigoureusement fixe du pays est devenu intenable. L'inquiétude au sujet des fluctuations du change venant s'ajouter aux craintes quant à la stabilité du système bancaire, on a assisté à des retraits massifs de dépôts qui ont fortement ébranlé des banques déjà fragilisées par une expansion rapide du crédit, notamment sous forme de prêts en devises, à des ménages dépourvus de garanties.

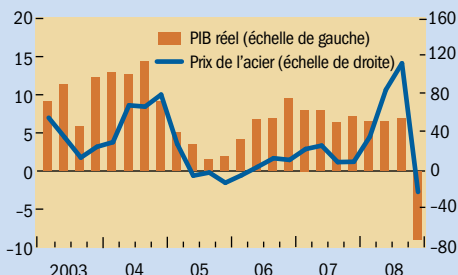
Confrontées au double problème de la chute des prix de l'acier et du tarissement des financements extérieurs, les autorités ukrainiennes ont décidé de mettre en œuvre un programme d'ajustement soutenu par un prêt du FMI de 16,4 milliards de dollars qui a été approuvé en novembre 2008. ■

David Hofman est économiste au Département Europe du FMI.

Évolutions conjointes

L'économie de l'Ukraine, huitième producteur mondial d'acier, est très sensible à l'évolution de son secteur sidérurgique.

(pourcentage de variation, en glissement annuel)



Sources : autorités ukrainiennes; Metal Bulletin.

Panne de secteur

La baisse de la demande sur les marchés d'exportation paralyse l'industrie électronique à Singapour

Roberto Guimaraes et Alessandro Zanello

LES MARCHÉS occidentaux, naguère de gros consommateurs d'électronique fabriquée à Singapour, se sont effondrés au cours des 12 derniers mois. En Europe et aux États-Unis, les amateurs de gadgets qui se précipitaient dans les boutiques à l'affût des ordinateurs, téléphones intelligents et autres caméras numériques dernier cri, restent aujourd'hui chez eux, faute de crédit et de confiance en l'avenir. Le ralentissement mondial a frappé de plein fouet l'économie singapourienne : après une croissance de près de 8 % en 2007, le PIB n'a progressé que de 1½ % l'an dernier.

Cette forte sensibilité à la conjoncture mondiale reflète la structure industrielle de Singapour et ses domaines de spécialisation. Un tiers de l'économie — essentiellement composé d'activités de fabrication dans le secteur des technologies de l'information, de services commerciaux et de certaines activités financières particulièrement tributaires de la confiance des investisseurs — dépend directement de la croissance des économies avancées.

Un autre tiers de l'activité est lié aux évolutions régionales. L'électronique n'est pas le seul secteur durement touché (graphique); l'onde de choc provoquée par l'effondrement de la demande extérieure gagne aussi la construction et les services publics, pourtant axés sur le marché intérieur.

Une économie ouverte

La participation de Singapour au commerce mondial et au système financier international étant exceptionnelle à maints égards, l'on peut s'attendre à ce que l'impact d'une crise économique mondiale soit considérable. Les exportations représentent 230 % du PIB de la ville-État, plateforme financière très dynamique en Asie. Plus de 100 banques étrangères, dont les actifs se montent à près de six fois le PIB, ont fait de Singapour le centre de leurs opérations régionales, et trois banques nationales sont également de grosses pourvoyeuses de liquidités pour les entreprises et les multinationales installées dans la région.

Cependant, qui dit intégration économique et financière poussée dit aussi exposition aux chocs de la finance mondiale et au cycle conjoncturel des partenaires commerciaux. Une étude récente du FMI montre qu'un ralentissement de l'activité aux États-Unis se traduit par une baisse de régime pratiquement équivalente de la machine économique à Singapour.

Double incidence

En fait, la crise actuelle affecte doublement l'économie singapourienne en se propageant simultanément par les échanges et le système financier.



Chaîne de montage de lecteurs de DVD à Singapour.

Échanges. Les exportations ont plongé de 25 % au quatrième trimestre de 2008, par rapport à 2007, après une contraction les deux trimestres antérieurs. La plupart des secteurs sont touchés. Les exportations d'électronique (le tiers du total) ont commencé à fléchir au début de 2007 et connaissent à présent la plus longue période de déclin jamais enregistrée. Plus grave encore, la chute des exportations s'accroît depuis le début de 2008. Les ventes de produits pétrochimiques et pharmaceutiques, qui avaient tenu bon en 2007, se sont écroulées elles aussi. Les exportations

vers les États-Unis et l'Union européenne sont les principales victimes de la tourmente, mais les ventes sur les marchés asiatiques — plus de la moitié des exportations totales du pays — commencent aussi à fléchir.

Système financier. La crise financière mondiale a également influé sur le cours des actions et le crédit. L'indice de référence de la Bourse de Singapour a chuté de 50 % en 2008 et a battu des records de volatilité. Les prêts interbancaires en dollars des États-Unis ont considérablement ralenti à mesure que les liquidités se raréfaient dans le monde entier — et

les signes de reprise paraissent pour le moment bien timides. De plus, parallèlement au renchérissement du crédit bancaire, on signale un recul du financement du commerce qui risque de perturber encore davantage les flux d'échanges en augmentant la pression sur les entreprises.

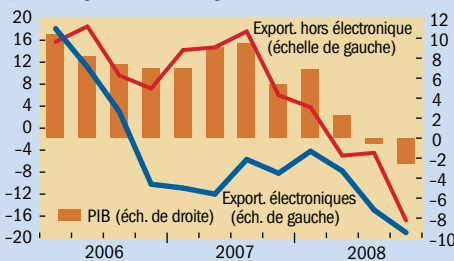
Heureusement, les autorités ont pris des mesures décisives pour amortir l'impact de la crise mondiale. La banque centrale a assoupli l'orientation de la politique monétaire et institué un système de garantie des dépôts pour rétablir la confiance dans le système bancaire. En matière de finances publiques, le budget 2009 répond au besoin de relance grâce à une série de mesures d'aide en faveur des entreprises et des ménages, notamment sous forme de réductions d'impôt, de dépenses d'infrastructure et de garanties de prêts. ■

Roberto Guimaraes est économiste et Alessandro Zanello Sous-Directeur au Département Asie et Pacifique du FMI.

Plantage

L'effondrement des exportations électroniques a fait chuter l'économie à Singapour.

(pourcentage de variation, en glissement annuel)



Sources : données CEIC; calculs des services du FMI.

Le marché s'effiloche

L'effondrement des cours du coton place les égreneurs burkinabè devant des choix difficiles

Isabell Adenauer, Norbert Funke et Charles Amo Yartey

DANS une conjoncture de crise économique mondiale marquée par la compression de la demande de textiles et la chute des cours du coton, les cotonculteurs burkinabè ont d'abord été épargnés par les effets les plus redoutables du choc des matières premières. Un nouveau mécanisme de prix à la production avait contribué à conforter l'assise financière du secteur. La crise s'aggravant, les égreneurs se trouvent aujourd'hui confrontés à un douloureux dilemme : faut-il vendre ou bien stocker dans l'espoir d'un redressement des cours ?

Le coton représente près de 60 % des exportations du Burkina Faso, le plus gros producteur d'Afrique subsaharienne. La filière emploie directement quelque 700.000 personnes, soit environ 17 % de la population, et contribue indirectement aux revenus d'un groupe encore plus vaste. Dans beaucoup de régions rurales, où le niveau de pauvreté est élevé, la vente de graines de coton est la principale source de revenus, voire la seule. L'expansion de la culture du coton a également stimulé la production de céréales, les engrais financés grâce aux crédits destinés au coton pouvant également servir à d'autres cultures. La pauvreté a ainsi été réduite d'un quart dans les régions cotonnières.

Les réformes de la filière

La production du Burkina Faso a certes connu des difficultés ces dernières années, mais le secteur avait amorcé une reprise lorsque la crise économique mondiale a éclaté. Les entreprises d'égrenage, qui séparent les fibres des graines et des tiges, vendent aux prix mondiaux et ont subi des pertes considérables sur la période 2005-07, en partie à cause d'un mécanisme de prix rigide qui empêchait de répercuter la baisse des cours sur les producteurs. En 2007, la production avait diminué de plus de 40 % en raison des pluies tardives et du faible niveau des cours internationaux.

Plusieurs réformes institutionnelles et structurelles ont alors été engagées :

- Un mécanisme de prix à la production axé sur le marché a été mis en place. Il fixe les prix à partir d'une moyenne quinquennale centrée des cours mondiaux au début de chaque campagne.
- Un fonds de lissage a été créé pour soutenir le mécanisme des prix à la production et indemniser les sociétés d'égrenage si les prix du marché descendent en dessous des prix à la production.
- En raison des pertes considérables qu'ont subies les sociétés d'égrenage, en 2007 il a fallu recapitaliser la plus grande d'entre elles, la SOFITEX. La part de l'État est ainsi passée de 35 % à plus de 60 %.



Récolte de coton à Boromo (Burkina Faso).

La crise et le coton

La crise économique mondiale touche différemment les principaux acteurs de la filière que sont les producteurs, les sociétés d'égrenage, les banques et l'État.

Les producteurs. Le nouveau mécanisme de prix à la production leur a donné une assurance quant aux prix de vente au début de 2008, les mettant à l'abri d'une baisse ultérieure. Ainsi, en 2008, la production de coton n'a pas été touchée par la chute de 40 % des cours par rapport aux maxima de mars (graphique). De fait, la production a dépassé toutes les attentes, atteignant plus de 500.000 tonnes, grâce aux bonnes conditions climatiques, mais les producteurs seront directement touchés par la crise si l'atonie de la demande continue de pousser les prix à la baisse durant les années à venir.

Les sociétés d'égrenage. Elles ont protégé une partie de leurs revenus en vendant environ un tiers de leur production à terme, quand le prix moyen était encore assez élevé. Pour la partie non couverte, elles doivent maintenant faire face à un choix difficile : vendre au prix comptant ou stocker le coton égrené dans l'espoir d'un rebond des cours. En temporisant, elles courent cependant le risque de voir les prix chuter davantage. En outre, les contrats de vente sont nécessaires au financement du reste de la campagne, car ils servent de garantie aux banques.

Le secteur bancaire. Les banques internationales et locales accordent des financements au secteur du coton, ces dernières prenant d'importants engagements. Une réduction des crédits ou une augmentation des coûts d'emprunt perturberait l'équilibre de la filière.

L'État. L'État entend se retirer progressivement de la filière mais il peine à trouver un repreneur stratégique pour la SOFITEX. Si le ralentissement de l'économie mondiale continue de pousser les prix à la baisse, le fonds de lissage

pourrait s'épuiser et l'État pourrait être sollicité.

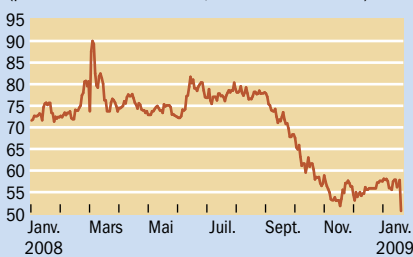
Le secteur du coton burkinabè a jusqu'à présent réussi à traverser la tempête mondiale, mais l'issue de la campagne actuelle et l'évolution des cours internationaux et des conditions de financement seront déterminantes pour son avenir. Il importe donc, plus que jamais, de réformer le secteur pour accroître sa productivité. Le Burkina Faso a entrepris des expérimentations avec des variétés de coton génétiquement modifiées qui promettent des gains de productivité d'environ 30 %. Le pays pourrait également étudier la possibilité de développer davantage la coopération avec les producteurs d'autres pays d'Afrique de l'Ouest. ■

Les auteurs font partie des services du Département Afrique du FMI. Isabell Adenauer est représentante résidente au Burkina Faso, Norbert Funke est chef de mission dans ce pays et Charles Amo Yartey est économiste.

Les cours filent à la baisse

En 2008, la crise économique mondiale a provoqué une chute de la demande de textiles et des cours du coton.

(prix internationaux du coton, cents de dollar la livre)



Sources : DataStream; estimations des services du FMI.

Forte mobilité

Les immigrés en chômage pourraient rester en Irlande

Siobhán McPhee

LA FORTE croissance économique du début des années 90 a transformé l'Irlande, traditionnellement un pays d'émigration offrant peu de débouchés, en un pays à forte demande de main-d'œuvre. L'Irlande est devenue une destination de choix pour les travailleurs étrangers. Mais la récession mondiale a durement touché l'Irlande — et plus durement encore les travailleurs immigrés que les nationaux. Reste à savoir si ce revers de fortune entraînera un exode massif d'immigrés. Jusqu'ici, beaucoup d'entre eux ont choisi de rester en raison des prestations sociales généreuses et parce qu'il n'existe guère d'autres destinations où ils puissent trouver du travail.

Le Tigre celtique

Au début des années 90, la pénurie de main-d'œuvre est d'abord apparue dans des secteurs de pointe comme les technologies de l'information. Bien des Irlandais qui avaient émigré dans les années 80 sont rentrés du Royaume-Uni et des États-Unis pour répondre à une partie de la demande. Mais à mesure que grandissait le fameux Tigre celtique, d'autres secteurs ont été confrontés à cette pénurie qui a été comblée par des travailleurs immigrés. Il s'agit notamment du secteur touristique — restauration, hôtellerie et loisirs. La pénurie a été particulièrement aiguë dans les soins infirmiers, poussant les autorités à recruter activement des infirmiers aux Philippines et au Sri Lanka.

Selon l'enquête trimestrielle sur les ménages, (*Quarterly National Household Survey — QNHS*), les travailleurs immigrés représentaient 16 % de la population irlandaise entre juillet et septembre 2008. Après 2004, lorsque les huit pays d'Europe de l'Est (Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République slovaque, République tchèque et Slovaquie) ont adhéré à l'Union européenne (UE), la majorité des travailleurs étrangers qui se sont installés en Irlande provenaient de ces pays, surtout de la Pologne.

Mais le Tigre celtique a subi de plein fouet la récession mondiale. Le chômage a connu une forte hausse, passant de 4,8 % au troisième trimestre 2007 à 7 % à la même période en 2008, selon la QNHS. Les immigrés ont ressenti plus que les autochtones l'impact du recul de la production. De même, davantage d'immigrés que d'Irlandais se sont inscrits au chômage auprès des services sociaux irlandais. Le taux de chômage des immigrés s'est élevé à 9 % contre 6,1 % chez les nationaux. Le nombre d'étrangers inscrits au chômage a doublé entre octobre 2007 et octobre 2008, contre une hausse de 52 % chez les nationaux.



Un cours d'anglais à Lublin (Pologne).

La hausse du taux de chômage des immigrés n'est pas vraiment étonnant. L'immense majorité des immigrés originaires d'Europe de l'Est ont été attirés en Irlande par l'essor des secteurs de la construction et de la finance qui ont licencié massivement en 2008. Mais la situation de l'emploi est différente dans d'autres secteurs. Le tourisme qui emploie de nombreux immigrés ne recrute plus, mais les entreprises de ce secteur ne licencient pas non plus. De plus, les pertes d'emplois sont enregistrées dans certains secteurs de pointe, surtout ceux liés à la construction, tels que l'ingénierie et l'architecture. Des ressortissants irlandais émigrent à nouveau vers l'Australie, la Nouvelle-Zélande et même les pays pétroliers du Moyen-Orient, selon des statistiques récentes.

Les immigrés pourraient rester

En réalité, les Irlandais n'ont jamais cessé d'émigrer, quand bien même des travailleurs hautement qualifiés rentraient au pays et un nombre croissant d'immigrés s'installaient en Irlande (voir graphique). De plus, la récente émigration accrue d'Irlandais très qualifiés pourrait ne pas s'accompagner des départs massifs d'immigrés. À en juger par la récession qu'ont vécu les grands

pays européens dans les années 70 et 80, l'Irlande ne devrait pas connaître un exode massif de travailleurs immigrés. Mais, les temps ont changé et les travailleurs immigrés sont très mobiles. Ils pourraient décider d'aller où il y a plus d'emplois ou de retourner dans leurs pays d'origine. Mais, ils pourraient aussi rester dans le pays d'accueil.

Relativement généreux, le système de sécurité sociale irlandais incite peut-être de nombreux immigrés à rester. Les ressortissants d'autres pays de l'UE ont droit aux prestations sociales après avoir travaillé et payé des impôts en Irlande pendant deux ans. Les non-ressortissants de l'UE doivent avoir vécu et travaillé dans le pays pendant cinq ans

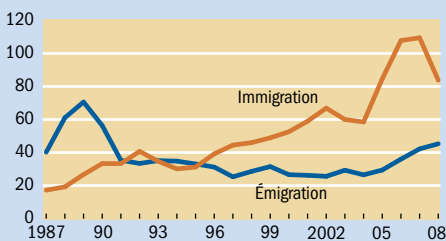
pour en bénéficier. L'immigration ayant atteint son paroxysme en 2006, beaucoup — sinon la plupart — des travailleurs immigrés sont admissibles aux prestations. Étant donné que l'ensemble de l'UE est en récession, comme la plupart des grandes économies, les emplois pourraient ne pas être disponibles ailleurs et, au lieu de se risquer à émigrer pour chercher du travail, bien des immigrés pourraient rester en Irlande pour laisser passer l'orage. Il est vrai que le taux d'émigration des Irlandais en 2009, prévu par le *Training and Employment Authority*, pourrait avoisiner à nouveau celui enregistré dans les années 80, mais l'Irlande est devenue un pays d'immigration. ■

Siobhán McPhee prépare un doctorat en administration publique à l'École de géographie, de planification et de politique environnementale de l'University College de Dublin.

Cap sur l'Île émeraude

Jadis florissante, l'économie irlandaise attirait les travailleurs immigrés. Mais à cause de la crise actuelle, l'émigration est en hausse et l'immigration en baisse.

(En milliers de personnes)



Source : Central Statistics Office, Irlande.
Note : données préliminaires pour 2007 et 2008.